Département du Bas-Rhin

Arrondissement de Haguenau

VILLE DE NIEDERBRONN-LES-BAINS

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance Ordinaire du 4 Février 2019

Sous la Présidence de Mme Anne GUILLIER, Maire

Conseillers élus : 27 en fonction : 27 présents : 21 absents : 6

4. Débat d'orientation budgétaire 2019

Mme le Maire expose :

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est une étape essentielle qui permet de rendre compte de la gestion de la ville, par le biais d'une analyse rétrospective.

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », publiée au journal officiel du 8 août 2015 a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux.

Le DOB s'effectue sur la base d'un rapport d'orientations budgétaires (ROB) élaboré par le maire sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Le ROB est transmis au président de l'EPCI dont la commune est membre dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est également mis à la disposition du public à la mairie dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le DOB permet au conseil municipal de discuter des orientations budgétaires qui seront affichées dans le budget primitif.

Ce débat est également l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution de la situation financière de la collectivité en tenant compte des évolutions conjoncturelles qui influent sur les capacités de financement et donne la possibilité aux élus de se prononcer sur la stratégie de la collectivité.

Le rapport est joint en annexe à la présente délibération.

Bilan sommaire d'exécution du budget 2018

L'arrêté provisoire des comptes au 31/12/2018 fait ressortir les résultats suivants :

2018	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT			RESULTAT
	BUDGET	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	
Principal	6 151 616,49 €	7 069 197,34 €	917 580,85 €	1 579 149,22 €	1 319 535,89 €	- 259 613,33 €	657 967,52 €
Chaufferie	247 830,46 €	395 429,11 €	147 598,65 €	69 201,31 €	54 501,29 €	- 14 700,02 €	132 898,63 €
Lot. Forêt	302 112,48 €	302 112,48 €	0.00 €	596 771,12 €	297 144,04 €	- 299 627,08 €	- 299 627,08 €
Lot. Gries	417 056,68 €	417 149,85 €	93,17 €	834 064,36 €	417 056,68 €	- 417 007,68 €	- 416 914,51 €
TOTAL							74 324,56 €

soit un résultat provisoire consolidé de : **74 324,56 €**

dont 657 967,52 € au titre du Budget Principal.

Pour mémoire, le résultat consolidé de l'exercice 2017 s'élevait à **762.080,88 €**

L'examen détaillé des résultats d'exécution définitifs de l'exercice 2018 fera l'objet d'un débat lors de la présentation des comptes administratifs, au moment de la séance budgétaire.

Les fiches composant le Rapport d'Orientation Budgétaires, ayant été présentées et commentées lors des Commissions Réunies, Mme le Maire propose de reprendre la synthèse de ces discussions :

Fiche 1 – Evolution globale de la section de fonctionnement

Malgré la baisse des dépenses réelles de fonctionnement (-214.530 €), l'effet ciseau est toujours présent compte-tenu de la baisse simultanée des recettes (-299.751 €). La vigilance est de mise en raison de la dégradation significative de la situation financière de la commune.

Fiche 2 – La capacité d'autofinancement

Si la CAF négative constatée au terme de l'exercice 2017 illustre la dégradation significative de la situation, celle-ci est encore accentuée en 2018 en raison de la forte baisse de l'excédent de fonctionnement.

Depuis 2017 l'autofinancement dégagé ne permet pas de faire face au remboursement du capital des emprunts contractés. Il s'agit là d'une situation de vigilance absolue.

Fiche 3 – Les charges de personnel

Si le tableau présenté dans cette fiche fait état d'une baisse régulière des effectifs des agents non titulaires depuis l'exercice 2014, et une constance des effectifs des agents titulaires, les membres des commissions réunies ont cependant relevé la relative équivalence entre 2014 et 2018 des frais de personnel, retracée à travers le graphique présenté.

L'évolution des frais pour les agents titulaires concerne essentiellement le glissement vieillesse technicité.

Au niveau des agents non titulaires si le nombre est bien en baisse (-14 agents en 5 ans), les frais sont cependant quasi constants car les contrats sont de plus longue durée en raison de la fin des emplois

d'insertion notamment, la fin des emplois saisonniers été, entraînant des recrutements sur des contrats autrement rémunérés.

A noter également la progression de frais concernant les chèques déjeuners, due notamment à l'augmentation de la valeur faciale des titres.

L'ensemble des charges de personnel représentent 49,6 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Fiche 4 – Les charges de fonctionnement

Après une augmentation globale de 6,97% au cours des exercices 2015 à 2017, la variation 2018/2017 des dépenses réelles de fonctionnement est de – 3,50% (5.938.281 €/6.153.090 €).

Les principales variations entre les deux derniers exercices concernent l'augmentation des frais d'entretien des voiries, de la consommation d'électricité, des frais d'entretien du matériel roulant et des taxes foncières.

En contrepartie des baisses significatives ont été constatées au niveau des frais de copropriété, de l'entretien des bâtiments, des achats de fournitures, les frais de débardage et d'honoraires.

Le montant des charges financières (intérêts sur emprunts) est également en baisse de 13,9 %.

Fiche 5 – Les subventions aux associations

La variation constatée de 2017 à 2018 concerne essentiellement les avantages en nature accordés (- 8% avec 131.391,55 €), la subvention moins importante en faveur de l'OCSL au titre de la Niederbronnaise, et la baisse de la subvention de fonctionnement en faveur de l'Office du Tourisme.

Le niveau de subvention, aides en nature aux associations incluses, est en baisse de – 9,5 % par rapport à l'exercice 2017.

Au titre du soutien aux associations en matière d'investissements, le montant est en baisse de -56,7% par rapport à 2017.

Globalement le soutien financier attribué aux associations locales s'élève à 424.241 € en 2018 (470.685 € en 2017, soit – 9,9% par rapport à l'exercice précédent.

Au vu des comportements et des dégradations constatées, Mme le Maire propose de rappeler une nouvelle fois aux associations les règles d'usage et de bonne conduite concernant l'utilisation des locaux mis à disposition, que ce soit au niveau du nettoyage, des charges d'énergie mais également de respect de lieux.

Concernant l'Office du Tourisme Mme le Maire précise qu'après la création de l'office du tourisme intercommunautaire et le transfert de compétence, la CCPN percevra directement la taxe de séjour, sachant par ailleurs que la part du Casino (40.000 €) issue de la DSP restera acquise à la Ville pour le financement d'investissements liés aux tourisme, au sport et à la culture.

Si l'augmentation de la subvention en 2017 était uniquement due à la hausse de la part de la taxe de séjour, la baisse en 2018 résulte d'un budget contraint pour la Ville et de la participation de la CCPN au budget de l'OT à raison de 100.000 € sur un budget global de 340.000 €.

Fiche 6 – Les recettes de fonctionnement

Après une stabilisation en 2017, les recettes réelles chutent de -5,6% en 2018.

Sont principalement concernés par cette baisse le chapitre 70 avec la baisse des recettes de ventes de bois, des droits de place (horodateurs), le chapitre 74 avec les dotations de l'Etat en baisse et la fin des contrats aidés et le chapitre 77 qui n'aura constaté que des indemnités de sinistres.

Concernant le chapitre 73, avait été évoqués les 903.132,00 € liés aux versements du Casino en progression par rapport à 2017, ainsi que les 52.478,71 € issus des jeux de cercles en ligne versés directement par l'Etat.

La taxe de séjour connaît à nouveau une progression par rapport à 2017, en partie en raison de l'encaissement de la taxe additionnelle du Conseil Départemental sur le budget communal depuis l'exercice 2018. Mme le Maire précise que cette part est reversée par la suite.

La taxe additionnelle aux droits d'enregistrement est également en forte progression (+ 53,1%) par rapport à 2017 avec 134.589,00 €.

Mme le Maire précise qu'en qualité de commune classée station de tourisme, nous percevons directement le produit de la taxe additionnelle, contrairement aux communes de – 5.000 habitants non classées soumises à une péréquation.

Concernant le transfert de la taxe de séjour à l'intercommunalité, Mme le Maire précise que la CCPN a bien instauré la taxe de séjour au niveau du territoire, sachant que Niederbronn-les-Bains a pour l'instant refusé son transfert en attendant la création de l'Office du Tourisme Intercommunautaire.

Lors des Commissions Réunies M. KETTERING avait souhaité qu'un contrôle des hébergeurs soit mis en place pour éviter toute fraude. Mme le Maire précise que chaque commune est censée faire le recensement des hébergeurs. Une réunion d'information à l'attention de tous les hébergeurs du territoire est prévue le 12 février prochain au Moulin 9, et permettra de bien préciser les choses concernant la taxe de séjour qu'elle estime être une "taxe juste" car elle n'impacte pas l'hébergeur et invite le touriste à participer aux investissements consentis par les collectivités pour leur assurer un bon séjour.

Au titre des produits exceptionnels provenant des ventes de terrains ou de bâtiments, il avait été rappelé que ces produits n'entrent pas en compte dans le calcul de la CAF, car il s'agit de recettes non pérennes.

Ces recettes viennent cependant abonder la trésorerie et contribuent au résultat comptable de l'exercice.

Fiche 7 – Les impôts locaux

Le produit réel de la fiscalité directe est en progression de +1,4% entre 2017 (1.550.695 €) et 2018 (1.572.948 €) du seul fait de l'évolution des bases, les taux d'imposition étant inchangés depuis 2016.

Il avait été relevé une nouvelle fois le taux de foyers non imposables (52%), à mettre en parallèle avec un revenu fiscal moyen inférieur de 14% à celui de la strate correspondante.

Fiche 8 – Les versements de fiscalité de l'EPCI

Au niveau de l'attribution de compensation, Mme le Maire rappelle les montants des versements (784.082 € au titre de l'Attribution de Compensation et 178.394 € au titre de la Dotation de Solidarité Communautaire) et évoque l'évolution que connaîtra ce versement dans le cadre de prochains transferts de compétences (Tourisme, Eau, Assainissement).

Fiche 9 – Le prélèvement sur le produit des jeux

Pas de commentaires particuliers si ce n'est l'évolution du produit des jeux sur l'exercice de jeux écoulé avec le dépassement du plafond des 12.000.000 € pour la seconde année consécutive depuis la mise en place de la nouvelle DSP au 1^{er} Novembre 2013.

Il est rappelé que le taux de prélèvement porte sur 15% à partir de ce seuil.

Au vu des prélèvements perçus entre 2000 et 2004, il est précisé que cette période correspondait au fort essor des machines à sous, assorti d'un niveau de prélèvement unique de 15% sur le produit brut des jeux.

Mme le Maire rappelle que le renouvellement de la DSP en 2013 a vu l'instauration de 4 tranches avec des taux compris entre 5% et 15%.

A noter que le produit brut des jeux est en hausse de 9,18% par rapport à 2017 (2.376.620 € contre 2.176.828 €).

Concernant le calcul du reversement au titre des jeux en ligne, il est précisé que ce dernier résulte d'un prorata sur le prélèvement opéré par l'Etat au titre du produit brut réel des jeux réalisés par le casino.

Fiche 10 – Les investissements

Après le passage en revue des principales dépenses de l'exercice, des précisions sont apportées au titre du financement de ces opérations, notamment au titre de l'autofinancement.

Mme le Maire rappelle le montant total des investissements 1.579.149,00 €, soit un taux de réalisation de 78,6 % par rapport aux prévisions.

Fiche 11 – La dette

Mme le Maire revient sur l'évolution de la capacité de désendettement de la commune qui s'établit désormais à 9,58 années, en rappelant que le mécanisme de surveillance instauré préconise une durée comprise entre 11 et 13 ans.

Au niveau des emprunts structurés dits "toxiques", l'impact annoncé en cas de hausse des taux n'a finalement pas eu lieu, et la commune a eu raison de ne pas s'engager dans un remboursement anticipé qui aurait eu des conséquences importantes pour leur remboursement et des frais associés.

Fiche 12 – Les budgets annexes

Au niveau du budget chaufferie, le résultat global est positif, sachant cependant que la pose d'un nouveau filtre est toujours d'actualité (180.000 €) au vu de l'évolution des normes environnementales.

Les résultats des budgets des lotissements Gries et de la Forêt sont sensiblement équivalents à ceux de 2017. L'attribution d'un terrain au lotissement de la Forêt en 2018 ne sera constaté comptablement qu'en 2019.

Les membres des commissions s'interrogent sur le maintien de ses déficits, notamment pour le Gries qui ne connaît pas d'évolution. Mme le Maire rappelle que les travaux nécessaires à la réalisation de la première tranche de cette opération, comprenant notamment les réseaux, sont estimés à plus d'un million d'euros, qu'il y aura lieu de préfinancer.

Les orientations de la section de Fonctionnement

Au niveau des orientations de la section de Fonctionnement, le Conseil Municipal devra se prononcer sur :

- le maintien ou l'augmentation des taux d'imposition de l'exercice 2019,
- sur le maintien ou la suppression de l'abattement à la base de 15%.

Mme le Maire rappelle que la suppression de cet abattement porterait sur une recette estimée à 117.000,00 €, et que l'augmentation des taux de 1,5% correspondrait à une recette complémentaire de l'ordre de 30.000,00 €, hors effet variation des bases.

Avant de prendre toute décision, Mme le Maire propose au Conseil Municipal de travailler sur des simulations concernant l'augmentation des taux, la suppression de l'abattement, des recettes ainsi dégagées, et de mesurer l'impact au niveau des foyers nouvellement concernés à ce titre.

Ce point sera repris lors de la séance du Conseil Municipal du mois de Mars prochain.

M. WALD souhaite que l'on travaille sur les deux hypothèses.

Concernant la taxe d'habitation et la compensation des 20 % restants, Mme le Maire précise que les exonérations au titre de 2018 ont été compensées par l'Etat, mais que le gouvernement n'a pas encore tranché la question de l'exonération totale de la taxe d'habitation. Il subsiste donc encore des incertitudes pour 2021.

Les 117.000 € de recettes qui pourraient être issues de la suppression de l'abattement de 15%, selon décision à intervenir, seraient intégrées dans les recettes réelles de fonctionnement avec une incidence sur la capacité d'autofinancement à compter de l'exercice N+1.

Au titre du produit des jeux, compte-tenu de la progression enregistrée sur les deux derniers exercices, et les excédents constatés par rapport aux prévisions, il est proposé d'inscrire à nouveau une prévision budgétaire de 800.000,00 € sur l'exercice 2019.

Concernant les reversements provenant de l'intercommunalité, Mme le Maire rappelle que l'attribution de compensation sera forcément impactée par les transferts de charges prévus à court terme.

Compte tenu des incertitudes liées à la date de transfert effectif de la compétence « promotion du tourisme » et en fonction de l'état d'avancement des missions qui ont été confiées à l'Office de Tourisme par le biais de la convention d'objectifs 2019, **il est proposé d'actualiser les lignes budgétaires concernées par Décision Budgétaire Modificative, en cours d'exercice.**

Par ailleurs, la contribution communale au FPIC, actuellement prise intégralement en charge par la CCPN à hauteur de 460.000 € en 2018, pourrait également nous être réclamée à l'avenir sachant que les dépenses de la CCPN sont également en hausse en raison des transferts opérés. Pour Niederbronn-les-Bains, le montant prélevé en 2018 s'élevait à 70.722,00 €.

Concernant les produits issus du domaine, et notamment de la Piscine, les membres des Commissions Réunies ont évoqué l'augmentation des tarifs d'entrée des scolaires. Le sujet avait déjà été abordé en 2018 au moment de la présentation du bilan de la piscine, puis au moment de l'adoption des tarifs lors du Conseil Municipal du 28 Mai.

A l'époque le sujet portait :

- d'une part sur l'augmentation d'1,00 € par entrée pour les scolaires hors Niederbronn-les-Bains. Cette proposition était motivée par le fait que les autres communes n'ont pas à supporter les frais de fonctionnement d'une piscine.
- et sur l'instauration d'un tarif spécifique pour les écoles hors périmètre de la CCPN. Après sollicitation d'informations complémentaires, le risque, avec une perte de fréquentation, avait été évoqué, sachant que les quelques 10.900 entrées annuelles représentaient 33.800,00 €.

Au final il avait été décidé de surseoir à toute augmentation et instauration de tarifs pour éviter tout effet inverse à celui escompté et préserver le travail de construction du territoire.

A noter que la fréquentation scolaire globale toute provenance confondues, aura porté durant l'année scolaire 2017-2018, sur 26.391 entrées avec des recettes de l'ordre de 77.000,00 €.

Mme WEISS précise que les établissements scolaires hors périmètre CCPN auront représenté 8891 entrées.

Mme le Maire propose de réétudier ces tarifs, avec une décision à intervenir lors de la séance du mois de Mai/Juin prochain avec l'adoption de l'ensemble des tarifs de la Piscine.

Concernant les tarifs des spectacles proposés par le Moulin9 et la Castine dans le cadre de la programmation culturelle commune, Mme le Maire rappelle que les tarifs pratiqués sont plutôt dans la fourchette basse et qu'une adaptation des tarifs pourrait peut-être être envisagée. En fonction de l'avancée avec La Castine, ces nouveaux tarifs pourraient le cas échéant être appliqués dès la saison prochaine.

Mme le Maire propose de retravailler avec La Castine de manière conjointe et logique en vue d'une évolution des tarifs des spectacles.

Au titre des produits de gestion courante, la prévision budgétaire concernant les revenus des immeubles pourra tenir compte de la mise en location de l'immeuble 5, rue des Juifs pendant 1 an dans le cadre d'un transfert d'activité temporaire d'un établissement bancaire.

Au niveau des frais de personnel, M. WALD avait fait part lors des Commissions Réunies de son expérience dans le secteur privé notamment par rapport au remplacement des départs en retraite et la stagiairisation prochaine de 3 personnes. Il avait évoqué à ce titre la mutualisation des ressources avec la CCPN.

Concernant ces frais, la rigueur est de mise avec une réflexion qui se fait à chaque départ en retraite notamment. Un travail conséquent est à mener au niveau de la mutualisation de la gestion des ressources humaines, mais également pour le projet culturel de territoire avec la mise en commun des relais culturels, en allant au-delà des difficultés de prise de conscience de l'intérêt par tous les membres de l'intercommunalité.

Concernant les pistes d'économies ciblées sur les charges à caractère général, il est proposé de baser la prospective 2019 sur une diminution des charges entre 3 % et 5 %, sachant qu'en 2018 une diminution de l'ordre de 7% avait pu être constatée.

Au niveau des aides aux associations, ces dernières seront également associées à la démarche de recherche de sources d'économies, notamment au niveau des comportements lors de l'occupation des locaux mis à disposition (électricité, détérioration).

Au niveau de la section d'Investissement, M. ISENMANN, Directeur des Services Techniques, avait présenté en détail le projet de programme pluriannuel 2019-2020 lors des Commissions Réunies.

Le montant des reports de dépenses de l'exercice 2018 s'élève à 339.500,00 € assorti de dépenses prévisionnelles nouvelles pour l'exercice 2019 de 1.703.693,00 €.

La dégradation de la situation financière de la collectivité s'étant encore accentuée en 2018, avec un impact direct sur l'épargne nette de la collectivité, il est recommandé de limiter l'inscription de nouvelles dépenses en tenant compte des possibilités de recours à de nouveaux emprunts.

Il est proposé :

- **de limiter le niveau des investissements à 1.700.000 € de dépenses nouvelles en 2019.**
- **d'engager une consultation des établissements bancaires dès le 1^{er} trimestre, compte tenu de l'incertitude quant à l'obtention des financements envisagés.**

Au niveau des recettes d'investissement, et du programme des cessions, Mme le Maire évoque le bâtiment de l'Office du Tourisme et la volonté de transfert de ce dernier, la commune n'ayant pas d'intérêt à le conserver. Une proposition de cession à l'EPIC en cours de création sera faite le moment venu.

Concernant le programme des cessions de terrains ou de bâtiments, ce dernier représentera un axe prioritaire, avec un travail conséquent est à mener cette année.

DELIBERATION

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2312-1, L.2311-3 et R.2311-9 ;

Vu l'exposé de Mme le Maire par référence à la note de présentation du 25 janvier 2019 ;

Vu l'avis circonstancié des Commissions Réunies du 30 janvier 2019 ;

Considérant qu'il y a lieu de débattre sur les orientations budgétaires dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif ;

Après en avoir délibéré ;

décide à l'unanimité :

de faire siennes les orientations présentées dans le rapport d'orientations budgétaires 2019 :

Section de Fonctionnement

- **taxes locales - taux d'imposition de l'exercice 2019 et abattement à la base de 15% :** réalisation de simulation portant sur l'augmentation des taux, la suppression de l'abattement, des recettes ainsi dégagées, et l'impact au niveau des foyers nouvellement concernés à ce titre ;

- Au titre du **produit des jeux du Casino**, compte-tenu de la progression enregistrée sur les deux derniers exercices, et les excédents constatés par rapport aux prévisions, inscription d'une prévision budgétaire de 800.000,00 € sur l'exercice 2019 ;
- inscription de la subvention nécessaire au **fonctionnement de l'Office de Tourisme** par le biais de la convention d'objectifs 2019, ligne budgétaire actualisable en fonction de la création de l'Office du Tourisme Intercommunautaire en cours d'exercice Décision Budgétaire Modificative ;
- révision des **tarifs scolaires de la Piscine**, avec une décision à intervenir lors de la séance du mois de Mai/Juin prochain au moment de l'adoption de l'ensemble de la grille tarifaire ;
- engager une révision conjointe et logique des **tarifs des spectacles** proposés par le Moulin9 et la Castine dans le cadre de la programmation culturelle commune ;
- **au niveau des frais de personnel**, une réflexion sera à mener à chaque départ en retraite notamment, ainsi qu'au niveau de la mutualisation de la gestion des ressources humaines, mais également au titre du projet culturel de territoire avec la mise en commun des relais culturels ;
- Concernant les pistes d'économies ciblées sur les **charges à caractère général**, la prospective budgétaire 2019 sera basée sur une diminution des charges entre 3 % et 5 % ;
- Impliquer les associations dans une démarche de recherche de sources d'économies, notamment au niveau des comportements lors de l'occupation des locaux mis à disposition (électricité, détérioration) ;

Section d'investissement

- Limitation du niveau des investissements à 1.700.000 € de dépenses nouvelles en 2019 ;
- Consultation des établissements bancaires dès le 1^{er} trimestre, compte tenu de l'incertitude quant à l'obtention des financements envisagés.
- Elaboration d'un programme de cessions de terrains et/ou de bâtiments.

**Délibération publiée et transmise
à la Sous-Préfecture
ce 18 Février 2019**

Niederbronn-les-Bains, 18 Février 2019

Le Maire,

Anne GUILLIER